Dimanche, 23 septembre 1849. EDITION DU MATIN. 1re année. — N° 111.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

L'UN DES RÉDACTEURS GÉRANT : ALPHONSE HERMANT.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Les manuscrits déposés ne seront pas rendus. — Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé à M. Eugène CARPENTIER.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Impr. centrale des Chemins de fer de NAPOLEON CHAIX, r Bergère, 20

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 22 SEPTEMBRE 1849.

Les réactionnaires français et étrangers se réjouissent : l'orage politique qui grondait depuis dix-huit mois sur l'Europe et qui a ébranlé jusque dans leurs plus intimes fondements les caducs édifices sociaux du vieux monde, cet orage, disent-ils, vient enfin de s'éteindre dans les eaux de la Theiss. La Révolution est partout comprimée; la tempête est passée, l'horizon s'éclaircit, tout rentre dans le calme de l'ancien ordre de choses.

Leurs paroles, cependant, trahissent moins leur assurance dans le présent que leur espérance dans l'avenir. Ils sentent bien que la bataille définitive n'est pas gagnée : la République française est encore debout! Il est vrai qu'elle est isolée désormais, que tous les appuis naturels qui l'étayaient au dehors ont été renversés; mais elle existe encore de nom, sinon de fait, et cela suffit pour les troubler et les tenir en éveil.

Il ne leur suffit pas que le cabinet du 10 décembre continue de marcher à contre-sens de la République ; le mot seul de République les épouvante; ils veulent détruire la République non seulement dans son esprit, mais dans sa forme extérieure. Tant que cette forme n'aura pas disparu, disent-ils, on n'aura pas éteint la Révolution en Europe. Ceci explique les récentes controverses des journaux français et étrangers sur les formes gouvernementales et les discussions qui ont eu lieu dans quelques conseils généraux des départements, agissant sous l'inspiration et sous l'influence des chevaliers du lys.

Démocrates et socialistes, rallions-nous donc tous autour des couleurs de la révolution! Quand un symbole est un fait, sauver l'un c'est sauver l'autre. Défendons la République, et dans son essence et dans son expression; en combattant pour la forme, nous combattons pour le fonds même de nos institutions.

Dans un Etat constitué, peut-on permettre de discuter la forme du gouvernement? Nous n'y voyons pas d'inconvénients sérieux. Ce n'est pas nous, d'ailleurs, qui voudrions poser d'arbitraires limites à la liberté de discussion. L'aristocratie, l'autocratie, la monarchie, tous les systèmes reposant sur des bases fausses, doivent naturellement redouter l'analyse; ils ont pour cela leurs raisons; mais il n'en est pas ainsi de la démocratie : elle ne peut avoir peur de la lumière. Sûre d'elle-même et des droits qu'elle proclame, elle se respecte en les respectant dans autrui, et ne sent jamais le besoin de mentir à ses propres principes. Loin de perdre à la discussion, la vérité y gagne toujours. Or, la République, c'est la vérité! Aussi, acceptons-nous dans toute sa latitude la liberté d'examen.

Que nos adversaires discutent nos idées, la forme de gouvernement que nous défendons, nous n'y trouvons rien à redire; seulement, dans cet examen de nos principes, nous leur demandons que poids et mesures, tout soit égal entre nous. Nous demandons, par exemple, à la *Gazette de France*, qui veut l'*appel au peuple*, si elle entend maintenir sous *sa* monarchie ce qu'elle trouve excellent et juste sous *notre* République. Veut-elle, oui ou non, sous quelque régime que ce soit, reconnaitre comme un droit imprescriptible et, comme tel, le consacrer dans la constitution, cet appel au peuple qu'elle réclame aujourd'hui. Ce serait proclamer elle-même l'inaliénable souveraineté du peuple. Nous ne prétendons pas à autre chose. Il ne resterait plus entre nous à vider que des questions de temps, d'opportunité ou de stabilité, eu égard à l'état de la société.

Certes, la forme est pour beaucoup dans le développement de l'esprit humain ; elle change avec les années; mais nous n'acceptons ses métamorphoses que dans le sens de l'avancement et du progrès. Elle éveille et frappe, elle donne à penser à ceux qui ne pensent pas par eux-mêmes; elle leur sert de stimulant et d'initiation. Il y a bien des individus qui n'étaient pas républicains avant le 24 Février ; le mot de République les a gagnés : ils sont devenus franchement républicains. Il en est d'autres sur qui ce mot a produit un effet contraire; ceux-là étaient républicains sous Louis-Philippe, mais ils ne voulaient pas plus du fonds que de la forme : ils se servaient du mot pour effrayer la monarchie.

Un exemple de l'empire de la forme : le gardien de Paris que, dans les premiers jours de la révolution, nous avons vu dans les rues poli, affable même sous son nouveau costume et le chapeau tyrolien sur la tête, le gardien de Paris est redevenu immédiatement rogue et brutal sous l'uniforme du sergent de ville que lui a restitué M. Léon Faucher. Cette transformation extérieure a été pour lui une initiation plus prompte de ses nouveaux devoirs que l'instruction la plus longue et la plus détaillée. Avec l'ancien costume il a compris d'instinct qu'il devait reprendre les anciennes allures et l'ancien ton du sergent de ville de la monarchie.

Sur cette question de forme nous ne partageons pas l'opinion de la *Presse*, qui semble croire que la liberté peut tout aussi bien se développer sous une royauté que sous une République. Pour la *Presse* la forme est indifférente, le progrès est tout. Elle s'accommoderait de tous les gouvernements possibles; elle ne désespérerait pas de les gagner à ses doctrines. A la bonne heure ! mais cette indifférence égoïste ne ressemble pas mal au calcul d'un boutiquier à qui le régime gouvernemental importe peu pourvu qu'il place sa marchandise et fasse ses affaires. Il nous semble à nous qu'un journaliste sérieux, qui a une foi inébranlable dans ses principes, doit tenir à la forme la plus propre *à leur donner la vie et la réalisation*.

Nous tenons certes compte à la *Presse* des luttes et des souffrances qu'elle a supportées pour la défense de certaines libertés. Mais comment ne comprend-elle pas que, sans une forme correspondante à ces libertés, ses luttes et ses souffrances demeurent stériles?

Vous auriez beau enfermer la monarchie dans une cage constitutionnelle, il en arriverait toujours ce qu'il arrive d'un tigre *apprivoisé*; tôt ou tard le tigre revient à sa nature et dévore le maître qui l'a nourri. Ce que soutient la *Presse* pourrait donc se résumer ainsi : *Il importe peu de la forme du tigre, pourvu qu'il soit doux comme un agneau.*

DE LA RÉACTION MONARCHIQUE.

L'État c'est moi.
(17e *siècle ;* LOUIS XIV, *roi.*)

L'État c'est moi.
(1793, 1848 ; *le* PEUPLE SOUVERAIN).

Les réactions assument une terrible responsabilité, celle du sang !
(ÉMILE DE GIRARDIN.)

Si la réaction n'était qu'une vaine propagande faite pour ramener parmi nous des institutions et des abus dont nous savons le retour désormais impossible; si nous pouvions n'y voir que l'effort insensé de quelques-uns pour étouffer le droit du plus grand nombre ; en un mot, si la réaction n'était que folle ou absurde, nous ferions ce qu'ont fait jusqu'ici les hommes de sens et de raison, nous la prendrions en pitié, nous ririons peut-être, et pour nous tout serait dit.

Mais la réaction est une cause sérieuse et incessante de désordre : elle entretient l'agitation dans les esprits, inquiète l'opinion, alarme le capital si facile à alarmer; elle arrête le cours des affaires et altère les sources où s'alimente le travail. A tous ces titres la réaction prend à nos yeux les proportions d'un dessein coupable, d'une véritable conspiration ourdie par le fanatisme politique contre le repos et les intérêts les plus sérieux de la société, et, dans cette situation, un devoir incombe à la presse amie de l'ordre et sincèrement dévouée aux principes démocratiques, le devoir de rétablir la confiance au cœur du pays en l'éclairant sur l'impuissance de ses ennemis. A cette tâche deux armes suffisent : la vérité et la raison ; car avec l'une on démasque le mensonge; avec l'autre, on persuade ceux qui ne craignent que parce qu'ils ne sont pas éclairés.

La *Tribune des Peuples* n'a point failli jusqu'à ce jour à ce devoir qui, pour la presse républicaine, naît des tendances du parti monarchique. Déjà dans de nombreux articles on l'a vue livrer les combats les plus opiniâtres à l'hydre du désordre se cachant sous les traits empruntés de l'honnêteté, de la modération et du patriotisme; elle ne fait donc que poursuivre son œuvre en ouvrant ses colonnes aux lignes qu'on va lire.

Nous examinons successivement les quatre points suivants, que présente à notre appréciation le litige pendant entre la République et la monarchie devant le tribunal suprême de l'opinion publique.

I. Ce que veut la réaction.

II. Quelle est en ce moment son influence sur l'ordre public.

III. Quels sont les prétextes sous lesquels elle cache ses desseins.

IV. Enfin, de quels moyens elle entend disposer pour renverser la République.

Ces divers points examinés, il sera facile de conclure et nous conclurons.

Nous avons eu l'occasion de lire une lettre de l'auteur des *Paroles d'un Croyant*, timbrée de Dinan, à la date du 6 janvier 1832, dans laquelle l'illustre écrivain, par une inspiration prophétique, désigne parfaitement la situation et les espérances du Peuple à l'époque où nous sommes arrivés :

« Je crois, y est-il dit, qu'il se prépare des événements qui seront bien imprévus pour plusieurs. Le jour du Peuple approche, *il n'est cependant pas encore venu.*

» Il y aura auparavant un effort immense, un dernier effort combiné entre ses oppresseurs pour ressaisir la puissance qui leur échappe. Leur tentative semblera d'abord accompagnée de succès; mais bientôt la souffrance croissante amènera une réaction terrible, universelle. Ce sera l'heure de la délivrance !

» Heureux le monde, s'il comprend alors ce que c'est que la liberté ! »

Malgré le peu d'écho qu'a rencontré dans le pays l'idée d'une prochaine révision de la Constitution, le *Courrier de la Gironde* ne se tient pas pour battu. Il traite de *pression inconstitutionnelle* le sentiment de pudeur qui a empêché les conseils généraux d'exprimer le vœu tant annoncé par les feuilles de la réaction, et loin de s'avouer vaincu, le voici qui caresse une nouvelle illusion :

Si les traditions du despotisme centralisateur sont parvenues à comprimer l'initiative de l'immense majorité des conseils généraux, et à empêcher ainsi la vérité de se faire jour, il reste au pays d'autres moyens d'exprimer son sentiment et ses volontés. Nous ferons des pétitions. Chaque département aura la sienne. Les membres des conseils généraux apposeront leurs signatures en tête de chaque liste. Ils feront comme simples citoyens et dans toute la plénitude de leur droit, ce qu'on leur a contesté le droit de faire alors qu'ils étaient revêtus d'un caractère qui aurait dû ajouter à leur force et à leur autorité.

Tandis que, d'après les correspondances de Constantinople, la Porte se refuserait de livrer à la vengence des monarques les chefs hongrois, la *Réforme allemande* du 19 septembre annonce, d'après une lettre de Semlin, que leur extradition, et notamment celle de Kossuth, ne rencontre plus d'obstacle. Le pacha de Belgrade serait parti pour Widdin afin de l'arrêter. Une lettre de Constantinople, insérée dans le *Times*, confirmerait cette nouvelle. Il y est dit que

---

Nous commencerons mardi la publication de :

UN AVEUGLE NÉ,
nouvelle par HIPP. CASTILLE.

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 23 SEPTEMBRE 1849.

L'EUROPE RÉVOLUTIONNAIRE

PAR

IVAN GOLOVINE.

Ceci est le répertoire synoptique de toutes les vibrations imprimées à l'humanité européenne par la secousse électrique et primordiale qui débuta à Paris par le bris d'un trône, et qui propagea à travers les Peuples l'évolution de ce triple procès, politique, national et social.

Ecrit dans un style remarquable, où l'on rencontre à peine quelques rares déviations expliquées par la nationalité de l'auteur, cet ouvrage est digne sous plusieurs rapports de fixer l'attention des démocrates. Mais en raison de la multiplicité des récits qui y sont résumés, la tâche du critique devient un peu ardue, obligé qu'il est de réfracter son appréciation.

A partir du 24 février jusqu'au 10 décembre, les faits se sont jetés les uns sur les autres avec une accélération si rapide, leur collection serrée forme un faisceau d'une circonférence tellement large, qu'il sera bien difficile de l'étreindre dans un feuilleton.

Essayons toutefois, et qu'on nous pardonne nos lacunes.

L'écrivain russe entre en matière par une revue anecdotique des bassesses du système orléaniste; particulièrement il dresse un procès-verbal très curieux de quelques mortifications des plus humiliantes, essuyées par S. M. Louis-Philippe de la part de l'empereur Nicolas; et, vraiment, l'on éprouve des nausées à voir la majesté royale se laisser ainsi souffleter de main de maître. Les impertinences choisies, les chiquenaudes faciles de M. Kisseleff réussissaient tout au plus à arracher quelques soupirs à la mauvaise humeur du roi.

Il fallait que chez cet homme il se fût fait un calus à l'endroit de la dignité individuelle et de l'honneur national.

Dix-huit ans durant, la Russie lui a renvoyé toutes ses avances à coups de pied.

Ceux de la France qui avaient du cœur se sentaient le rouge au front. Et l'on pâtissait rudement de l'éclaboussure.

Après avoir parlé de l'abaissement de la France à l'extérieur, après avoir dit un mot de cette alliance anglaise achetée par l'indemnité Pritchard et singulièrement compromise par la perfidie des mariages espagnols, après avoir donné son opinion sur M. Guizot qu'il traite, avec lord Palmerston, de *maître d'école déplacé*, et cité mainte occasion où cet homme d'Etat fut joué par dessous jambe, M. Golovine accuse, à l'intérieur, la ruine de la France, les traités de commerce tombés en désuétude, les impôts croissants (à tel point qu'une propriété imposée 800 fr. en était venue à payer 1,300), la corruption électorale, les trafics de toutes choses et les marchés pots-de-viniers. Il rappelle les 35,000 places crées pour les besoins de la corruption, par cette royauté bourgeoise, « *dernière concession du Peuple à la monarchie.* »

Il mentionne l'affaire Teste, qui, selon le mot du roi lui-même, avait fait tache dans son règne. — Nous ne trouvons pas. — Il y avait du russe, du turc dans la monarchie de juillet, et roi et hommes d'Etat tranchaient à qui mieux mieux de leur despote ou de leurs satrapes : « Il n'est pas bon qu'un ambassadeur se montre seul dans la rue; accompagnez-moi quand je sors, » disait le comte Mortier à son secrétaire, dans la chambre duquel il avait en outre fait mettre une sonnette pour le voir accourir comme un valet à son bon plaisir...

« On ne vous a pas donné cela pour voter contre ma dynastie, » criait le roi à M. de Salvandy en le tirant par son cordon de la Légion d'Honneur.

Et un jour qu'il tracassait M. Affre pour connaître le but d'une mission envoyée par le clergé au Saint-Père :

« — Archevêque, on a vu briser des tiares.

« — Que Dieu conserve la couronne de Sa Majesté, répond l'archevêque, car on a vu briser des couronnes. »

Au beau milieu de ces corrompus obèses, de ces taciturnes empocheurs d'affronts, de ces satisfaits ventrus éclata février comme une bombe.

Consentie par la bourgeoisie, rudement hâtée par le peuple, délaissée par M. Odilon Barrot, qui déserta son poste et contremanda ses invités, brusque et résolue, ramassant ses jarrets, la révolution sauta sur la monarchie.

« Il vous faut une leçon, nous vous la ferons bonne, » avait pourtant dit le maréchal Bugeaud à M. Odilon Barrot, quelques jours avant le banquet.

Le maréchal essaya de haranguer le Peuple et n'eut aucun succès; les souvenirs de la rue Transnonain lui faisaient du tort.

Au Château d'Eau, le général Lamoricière parvint à organiser un massacre en remplaçant la garde nationale par la ligne, à qui il enjoignit de tirer.

Ce fut en pure perte ; ce jour-là les pavés, qui avaient la fièvre, s'arrachaient eux-mêmes du sol.

Les gens que vous voyez maintenant regrimper au pouvoir n'avaient pas assez de caves pour se cacher. Le Peuple en riait beaucoup. Sifflée et conspuée, la monarchie monta en voiture. — La République se dressa,—et l'on fit silence.

Mais, « jamais la démocratie ne commit autant de fautes qu'en 1848, » dit M. Golovine, si toutefois, remarquerons-nous, l'on peut couvrir du nom de démocratie les actes d'un pouvoir où une coterie, issue d'un journal, avait réussi à se glisser pour l'absorber à son profit passager.

« La démocratie, ajoute M. Golovine (et nous sommes de son avis), livra ses batailles avec trop de précipitation ; elle transigea trop facilement avec la réaction, elle ne sut pas concentrer ses forces, unir son action, profiter de ses succès, consolider ses victoires. Elle n'eut pas d'hommes supérieurs, soit qu'elle n'eût pas le temps d'en mettre au jour, soit que ceux qu'elle comptait dans ses rangs ne se fussent pas assez mêlés à ce monde pour y figurer avantageusement, et n'eussent pas compris surtout que dans le siècle où nous vivons il n'y a de grands que ceux qui sont l'expression de leur Peuple et de leur temps. » Et plus loin : « Le désintéressement ne fut pas une vertu commune; la corruption avait pénétré trop avant pour donner un large accès aux sentiments généreux. »

L'auteur fait observer encore, avec beaucoup de justesse, que : « L'on ne fonde rien de solide sur une base viciée. Le replâtrage ne peut suffire : plus le mal est profond, plus le remède doit être radical. Il ne peut sortir que du fond de la société, et il faut du temps pour que du cœur le sang remonte à la tête. Mais les Peuples sont debout, cherchant un remède au malaise qui les travaille, etc. Jusqu'ici nous n'avons eu que le prologue, la pièce viendra après : patience. »

Au nombre des fautes, ou plutôt des méfaits commis, l'historien russe compte : la négation formelle opposée aux bons vouloirs de la République suisse, rendue radicale par la révolution de Genève ;

La dénonciation faite par M. de Lamartine, de la révolution qu'un corps franc de 6,000 hommes allait propager en Allemagne, dans des intentions républicaines ;

L'étouffement de l'énergie valaque décidée à réagir sur la domination ottomane, résultat dû à l'intervention émolliente du général Aupick ;

L'appui irrationnel accordé par M. Cavaignac à l'Espagne, pour qui jamais Louis-Philippe lui-même ne s'était montré aussi complaisant.

Comme preuve de l'étrange bonne foi qui présidait à nos rapports avec les nations amies, qu'on lise le fait suivant, rapporté par M. Golovine, à qui nous en laissons la responsabilité : « Pendant que Messine était bombardée par le roi

l'influence de la Russie à Constantinople a beaucoup augmenté depuis la soumission de la Hongrie. Les Turcs en sont désolés et épouvantés à tel point que, malgré la teneur des traités, il se trouve cinq vaisseaux de guerre russes dans la baie de la Corne d'Or.

Voici un exemple de style *honnête et modéré* à l'usage des organes du grand parti de l'*ordre*. C'est l'*Indépendant* de Toulouse qui parle :

Il faut brûler Paris! c'est le mot crû, c'est l'expression matérielle d'*une idée qui a mûri dans toutes les consciences françaises*. Mais, sous l'enveloppe de cette idée, il y a toute une France qui répondrait peut-être par le fédéralisme à l'arbitraire des factions ou à la faiblesse des gouvernements.

Et l'on viendra accuser la démocratie de prêcher le pillage, l'incendie et la guerre civile!

Le 11 septembre, nous avons publié la note suivante :

Le *Censore de Gênes* insère dans ses colonnes un fait de nature à nuire à l'honneur d'un officier français qu'il ne nomme pas.

Un vapeur de guerre, étant à Venise, fut prié par le gouvernement de lui fournir, pour les blessés de Malghera et de Malamocco, de la glace et des médicaments. Le commandant de ce bâtiment, au dire du *Censore*, s'y serait refusé.

Nous engageons le *Censore* à donner le nom du navire et celui de son commandant. Jusque là nous refuserons de croire qu'un officier français ait pu manquer ainsi à tous les devoirs de l'humanité.

Voici la réponse du *Censor* à la *Tribune des Peuples* :

Dans votre numéro du 11 septembre, 3e colonne de la seconde page, vous nous demandez le nom de l'officier français qui, prié de fournir un peu de glace pour les blessés de Malghera et de Malamocco, se serait refusé à cette prière. Vous avez raison; le fait a dû vous sembler incroyable jusqu'à ce que nous vous ayons donné le nom de cet officier. Mais quant à nous qui avons vu notre nation trahie par un peuple que, dans notre aveuglement, nous persistions à regarder comme ami, le trait inhumain *du contre-amiral Belvèze* ne nous a nullement étonnés. Nous avions lu ce fait dans la *Concordia*, et c'est de ce journal que nous l'avions tiré. Le docteur *Ziriotti* se rendit auprès du contre-amiral pour le supplier d'envoyer un de ses vapeurs à Trieste, afin d'en rapporter un peu de quinine pour Venise où les fièvres sévissaient. Le Français refusa et les malades périrent par centaines. Manin, Manin lui-même supplia le contre-amiral de rapporter de son voyage à Trieste de la glace pour les amputés; sa prière fut rejetée. Beaucoup périrent, et les souffrances des autres furent prolongées.

Un jour, pour insulter davantage à l'humanité, le vaisseau amiral fut pavoisé à la vue de tous ces malheureux, et les dames de Venise furent invitées à un bal, où, avec la glace refusée aux blessés, on avait préparé des sorbets de toute espèce. Les dames ne mirent pas le pied à bord du vaisseau; la glace qu'il avait refusée aux malades, le contre-amiral l'envoya à la table de maison Albrizzi, et celle-ci, soit dit à l'honneur de Venise, l'envoya aux hôpitaux. »

Nous avons traduit aussi littéralement que possible la réponse du *Censore* de Gênes, et nous avons d'autant moins de doute sur sa sincérité que nous avons pu depuis longtemps apprécier la franchise et la droiture de ce journal, qui jamais, à l'instar d'autres journaux italiens, n'a rendu la France solidaire des fautes de son gouvernement.

Nous verrons si le gouvernement ou le contre-amiral Belvèze répondront aux faits allégués par le *Censore*. Quant à nous, nous ne ferons aucun commentaire. Nous sommes las d'enregistrer toutes les hontes qu'un ministère indigne fait peser sur la France.

Le *Correspondant autrichien* publie une lettre du prince Czartoriski au général Dembinski, en date du 5 juin, et dans laquelle le prince donne des conseils relativement à l'attitude que la Pologne doit garder pendant la guerre de Hongrie.

Les travaux publics sous la monarchie.

Le *Journal des Débats* énumère depuis quelques jours, dans une série de chiffres interminable, tous les faits et gestes de la monarchie de 1830.

Les travaux publics occupent dans cette nomenclature une place capitale.

Les allocations votées, dit la feuille dynastique, pour l'exécution des travaux publics extraordinaires s'élèvent dans la période de 1830 à 1840, à . . . 560,402,757 fr.

Et dans la période de 1841 à 1847, à . 1,011,194,609

Total des crédits extraordinaires de 1831 à 1847. 1,571,597,366

Suit l'énumération des travaux accomplis en routes, canaux, monuments, ports de mer, plantations, chemins de fer.

Dans l'exécution de ces travaux, les sommes fournies par l'État ne représentent guère que le tiers des dépenses totales, et pourtant nous voyons qu'elles s'élèvent à plus d'un milliard et demi. Un second tiers a été fourni par les départements et les communes, le troisième par le crédit privé.

Nous pourrions contester l'exactitude des chiffres avancés par le *Journal des Débats* Aujourd'hui même le *Crédit* s'est chargé de cette besogne, et il fait observer que les erreurs plus ou moins involontaires des *Débats* ont été commises à l'avantage de la monarchie. Nous prenons le sujet de plus haut et nous demandons à ce journal quelle conclusion il veut tirer de son grand travail au point de vue politique?

S'imagine-t-il qu'il faille envisager ce déploiement d'activité comme un des bienfaits du principe monarchique, que la République ne saurait atteindre, et qui doive nous faire regretter le passé?

Dans ce cas, la feuille de la rue des Prêtres devrait encore nous expliquer comment un gouvernement qui semblait avoir pris tant à cœur le développement des intérêts matériels du pays s'est trouvé abandonné au jour du péril par les classes mêmes au profit desquelles ces améliorations semblaient faites, comment il est tombé sous la *révolution du mépris*!

Quant à nous, nous pourrions, dès ce moment, nous borner à tirer des faits accomplis cette conclusion, que la politique exclusivement asservie aux intériels matériels, que la politique qui s'est résumée dans ce mot de son principal ministre, *Enrichissez-vous*, était par son principe seul destinée à périr misérablement. La politique des intérêts *à tout prix*, pas plus que celle de la paix *à tout prix*, ne présente un caractère de moralité qui satisfasse la conscience d'un peuple libre et qui donne aux gouvernements des garanties d'avenir.

Et d'ailleurs, vous avez en dix-huit ans de paix générale construit quelques chemins de fer, amélioré nos ports de mer, tracé des routes vicinales : qu'avez-vous donc fait en cela de plus que tous les gouvernements absolutistes de l'Europe, à part le gouvernement papal? L'Angleterre, la Belgique, la Prusse, n'ont-elles pas exécuté encore plus de travaux que vous pendant cette période?

Mais notre examen ne s'arrêtera pas là; nous demanderons pour qui en réalité, par quels moyens, dans quel but politique et social ont été accomplis ces travaux? C'est là la vraie question.

Un fait capital nous frappe d'abord dans la distribution des sommes votées pour les travaux publics de 1831 à 1847. Tout y est accordé à la grande industrie, *rien à l'agriculture*; tout pour et par la Bourse, rien pour et par la terre!

Cette observation n'a pas échappé non plus à la *Presse*, qui la développe ainsi :

Les dépenses de l'Etat et des associations privées ont été faites presque entièrement, comme on peut facilement s'en convaincre, au profit direct de la grande industrie; c'est au compte de cette dernière qu'il faut porter en effet les chemins de fer, les ports et les phares, la plupart des canaux et des améliorations de rivières, et même les routes nationales et les grands ponts. Sans doute ces travaux, par leur exécution, ont une grande influence sur l'état agricole du pays; mais il n'est pas moins vrai qu'ils ont un rapport plus direct, plus immédiat avec la production manufacturière.

Les travaux qui, dans ces 2,700 millions de frais d'établissement, peuvent être considérés comme intéressant directement l'agriculture, sont seulement les chemins vicinaux et les routes départementales; mais ces dernières voies ont été construites par les localités elles-mêmes; en sorte que dans la période de dix-huit années que nous considérons, non seulement le Trésor public et le crédit privé ont employé uniquement au profit de l'industrie les ressources de l'impôt, *fournies cependant en majeure partie par l'agriculture*, mais encore, quand cette dernière a voulu des voies de communication, elle a été obligée de les payer ou de les exécuter directement elle-même. L'industrie s'est fait ici, on en conviendra, la part du lion; et pour l'agriculture, c'est un véritable marché de dupe.

Maintenant veut-on voir et toucher au doigt les conséquences de cet immense contre-sens, ou pour mieux dire, de cette iniquité économique; c'est le *Moniteur* qui nous les donne.

Le *Moniteur* vient de publier le tableau de la révision des valeurs pour servir de base à l'évaluation des marchandises dans notre commerce intérieur et étranger.

Eh bien! de la comparaison de ce tableau avec ceux qui furent dressés à la fin de la Restauration pour le même objet, il ressort que le prix des substances alimentaires fournies par l'agriculture a été en s'élevant pendant tout le règne déchu, tandis que la valeur des produits industriels a notablement baissé. Voici les chiffres du *Moniteur* :

Augmentation du prix des produits agricoles.

	Valeur en 1826.		Valeur en 1849.
Bœuf.	200 »		250 »
Porc.	30 »		40 »
Viandes fraîches.	» 60	le kil. . .	» 80
Viandes salées.	» 70		1 »
Seigle en grains.	6 »	l'hectol. .	9 »
Seigle en farine.	12 »		13 »
Maïs en farine.	12 »		16 »
Riz.	40 »		50 »
Pommes de terre.	» 6	le kil. . .	» 08

Nous ne reprochons pas au gouvernement de la branche cadette d'être la cause directe de cette augmentation : elle résulte, cela est visible, de l'accroissement de la population depuis vingt ans. Nous lui reprochons seulement de ne l'avoir pas empêchée, comme son devoir de prévoyance le lui ordonnait, en réformant notre système fiscal, et en faisant au moins pour l'agriculture ce qu'il faisait pour l'industrie.

Le froment fait seul exception au renchérissement général des denrées alimentaires. Il est descendu de 20 francs à 17 francs l'hectolitre. Cette diminution s'explique par les améliorations de nos ports et de tous nos moyens de transport, qui ont donné aux blés étrangers un accès et une circulation plus facile en France, et non par les progrès de notre agriculture. Il faut en outre considérer que rien n'est moins susceptible d'une évaluation fixe que le froment, attendu que, la production de cette céréale en France étant fort au dessous des besoins de la consommation, l'abondance ou la pauvreté de la récolte suffit pour en faire varier chaque année le prix hors de tout calcul.

Passons à l'industrie :

Abaissement du prix des produits industriels.

	Valeur en 1826.		Valeur en 1849
Toiles écrues	14 fr.	le kil.	4 fr.
Toiles blanches.	20		10
Toiles teintes.	6		3 50
Draps.	27		20
Casimirs	47		22
Mérinos.	47		20
Calicots blancs.	15		4 50
Calicots imprimés	26		9
Bonneterie, bas	12		7

Tout le reste est à l'avenant.

Ainsi on voit avec quelle équité et avec quelle intelligence les ressources du pays ont été employées! Le gouvernement déchu a toujours fermé l'oreille aux souffrances et aux réclamations de l'agriculture écrasée d'impôts, pressurée par les créanciers hypothécaires. Il a refusé avec opiniâtreté toutes les réformes, jusqu'au dégrèvement de l'impôt du sel. Il ne considérait l'agriculture que comme sa *vache à lait*, et tous les millions qu'il en tirait, il les jetait généreusement aux pieds de la grande industrie.

Il y a là une ignorance des vraies conditions de la prospérité de notre sol, qui suffirait pour faire condamner à jamais le gouvernement qui s'en est rendu coupable.

Comment, dans un pays agricole par dessus tout comme la France, la production alimentaire reste bien inférieure aux besoins de la consommation, la majorité de vos travailleurs ne mange qu'un pain noir et malsain, ne goûte jamais ni vin ni viande!

Et vous n'employez pas d'abord toutes les ressources de votre crédit et tous les trésors de l'impôt à accroître cette production, à nourrir vos populations agricoles, qui sont vingt fois plus nombreuses que les industrielles!

Mais ce n'est pas seulement de l'ignorance, c'est de la trahison!

Et vous vous étonnez ensuite que les travailleurs désertent en foule les campagnes et viennent encombrer les villes, les foyers de la grande industrie! et vous croyez remédier au mal en chargeant vos académies de mettre la question au concours et de décerner des médailles d'or aux meilleurs mémoires sur la matière! Mais la République de février, cette République si tourmentée, si pauvre si calomniée par vous, a déjà fait plus en vingt mois pour la véritable mère nourricière du pays, l'agriculture, que votre gouvernement pendant son règne de dix-huit ans! Car la République a aboli l'impôt du sel et l'impôt sur les boissons, la République a fondé l'éducation agricole sur des bases puissantes, et elle réunit en ce moment même à Versailles les éléments du plus magnifique institut agricole qui soit en Europe!

Et pourquoi, en fin de compte, cette tendre préférence pour l'industrie, préférence qui a coûté si cher à la France? Nous en aurions le secret si, dans la statistique dressée par le *Journal des Débats*, il était possible de distinguer les sommes qui ont été réellement converties en travaux publics de celles qui ont été versées dans la bourse des agioteurs. Dites-nous, un peu, combien vous ont coûté sous forme *d'actions, d'adjudications, de concessions, d'indemnités, d'emprunts*, etc., les voix de vos électeurs et de vos députés *satisfaits*, de ces majorités factices à travers lesquelles vous voyiez le pays et dont les votes reconnaissants ont endormi le pouvoir sur le bord de l'abîme.

Vous avez grevé le budget d'impôts énormes, vous avez accru la dette publique de deux milliards et demi; vous avez livré nos voies commerciales de terre et d'eau aux compagnies féodales; vous avez réparti les travaux, non suivant les intérêts les plus généraux de la France, mais suivant des calculs d'intérêts personnels et d'influences électorales! Au lieu de doter les portions du territoire qui manquent actuellement de débouchés pour leurs produits de routes nouvelles, et de développer par tous les moyens gouvernementaux les richesses futures de la France, vous avez porté toutes vos ressources sur les points déjà les plus favorisés, afin de procurer des bénéfices immédiats aux spéculateurs!

En somme, avez-vous développé les ressources du revenu public? Non, puisque le déficit des budgets a été toujours croissant. Avez-vous fondé le crédit national? Non, puisque vos derniers emprunts ont été les plus onéreux et que vous avez accumulé la dette flottante comme une montagne! Avez-vous amélioré le sort des classes pauvres, arraché la petite industrie et le petit cultivateur à l'usure, agrandi les libertés publiques, organisé les réformes et le progrès? L'explosion de février répond avec éclat et prononce votre sentence.

Non, ces chiffres fastueusement amassés ne sont que les monuments de votre matérialisme et de votre corruption! Ils ont enchaîné plus étroitement le pouvoir à la tyrannie des financiers, et les travailleurs à la misère et au servage du prolétariat!

Ils ont prouvé une fois de plus que le culte des intérêts, lorsque la moralité lui manque, n'aboutit qu'à la dégradation des Peuples et à la ruine des gouvernements!

Nous reproduisons quelques passages d'une lettre que vient d'adresser le citoyen Yvan, représentant des Basses-Alpes, aux électeurs qui l'ont nommé. C'est un exposé de motifs qui pourra être utile à bien des gens :

Je vais, mes chers compatriotes, faire en votre présence mon examen de conscience; cet acte d'humilité m'est commandé par de récents et nobles exemples. Vous le savez, la tribune, pendant plusieurs jours, a ressemblé à la niche d'un confessional; c'était à qui se frapperait la poitrine avec le plus de componction, au souvenir de ses erreurs passées, en s'écriant : Mon Dieu, je me repens! Quant à moi, ma conduite parlementaire ne m'inspire ni repentir ni regrets; en m'inclinant devant le corps électoral, mon juge souverain, je viens simplement lui exposer mes actes, ce ne sont pas même des doutes que je lui soumets; après m'avoir entendu, ce sera à lui de m'absoudre ou de me condamner.

La Législative, dès sa première séance, s'est divisée en deux camps auxquels la sagacité populaire avait d'avance donné deux noms qu'on a de part et d'autre résolument acceptés. Les membres d'une partie de l'Assemblée ont été désignés sous le nom de *Blancs*, les membres de l'autre partie se sont appelés les *Rouges*. L'effet de cette dénomination bicolore a été de n'admettre aucune nuance intermédiaire. Dans l'opinion de la gauche, il y a identité de but et d'intentions entre M. Leo de Laborde et M. Barrot, comme il n'existe, aux yeux des membres de la droite, aucune dissidence réelle entre Pierre Leroux et Jules Favre.

Le camp des blancs s'est trouvé composé, sauf quelques hommes nouveaux, des coryphées de trois règnes : agents impuissants, ministres inhabiles, ou infidèles qui ont attaché leurs noms aux trois défaites successives de la royauté. Le camp des rouges ne renferme que d'anciens soldats de l'opposition constitutionnelle, que des champions éprouvés de la démocratie, lesquels ont vainement élevé la voix pendant vingt ans pour prédire à la monarchie sa fin prochaine.

Je suppose, mes chers compatriotes, qu'un représentant, arrivant à la Législative sans parti pris, se fût trouvé en présence des deux fractions dissidentes et qu'il eût été forcé par les circonstances de donner son concours immédiat à l'une des deux. Eût-il voulu associer ses actes à ceux des hommes qui, par trois fois, sont tombés dans les mêmes abîmes? ou bien se serait-il rapproché de ceux qui, vigilantes sentinelles, n'ont cessé de signaler le danger aux gouvernements précédents? Certainement le choix de cet homme n'eût point été douteux; le souvenir du passé, l'expérience lui eussent rendu suspects ceux dont l'impuissance incurable avait été mise si souvent à l'épreuve. Aussi je vous déclare, mes chers compatriotes, que si je n'avais été m'asseoir par conviction sur les bancs de la gauche, j'y serais allé par raison, par l'effet des suggestions de ce bon sens vulgaire qui, quoi qu'on en dise, n'est pas du génie.

---

de Naples, le général Cavaignac disait à l'envoyé de Sicile, — « Qu'avez-vous besoin de nous acheter des fusils? La » France n'est-elle pas là pour vous défendre? — Le prenant « un jour pour le ministre de Naples, il lui dit : Je suis en- » chanté que l'expédition ait réussi; — et l'envoyé de Sicile » de répondre : Il n'y a pas eu, là-dedans, de notre faute. »

Si certains hommes, qui depuis Février ont disposé du pouvoir, viennent à parcourir l'ouvrage de M. Golovine, nous pensons qu'il leur sera difficile de ne pas ressentir quelque vergogne, et qu'ils se trouveront bien laids à se regarder en ce miroir qui les reflète dans leurs actes.

M. de Lamartine nous a paru avoir été un peu trop ménagé; il est vrai que l'auteur ne possédait pas alors, à l'égard de cet homme d'État, les documents qui lui sont parvenus plus tard, ainsi qu'il a soin d'en avertir dans sa préface. — Nous trouvons dans la même préface cette phrase : « Que la France renonce donc à sa suprématie !!!.. » Nous ne voulons y voir qu'une boutade.

La partie la plus remarquable de l'ouvrage est le récit des révolutions de Vienne et de Berlin; c'est une chose qui donne à penser, que l'arrogance des rois lorsque pour raison majeure elle se métamorphose en astuce câline.

Ces hommes là se font plats comme punaises aussitôt que la peur les prend.

Et puis... fiers comme des lions quand on les tire de sous leurs cachettes après le danger passé. Sa majesté de Berlin est le type du genre.

Ses troupes « avaient fait la chasse au peuple, » toute la journée du 14 mars, et l'indignation devenait grande.

Arriva la nouvelle de la révolution de Vienne, alors toute la ville bouillonna. Le 18, le roi se montra au Peuple, mais pendant qu'il laissait tomber du haut de son balcon des paroles menteuses, ses grenadiers lâchèrent leur mitraille.

Et sur un autre point, les dragons de tailler la foule à coups de sabres...

Laissons parler l'auteur :

« Le cri à la trahison retentit dans toute la ville, et l'on court aux armes. Les barricades s'élèvent de toute part comme par enchantement et se dressent aussi hautes que les maisons. La fusillade et le canon grondent pendant sept heures. Seize mille hommes d'infanterie et toute la cavalerie sont au feu. Quinze cents citoyens avaient trouvé une mort glorieuse dans ce combat, qui coûta la vie à deux mille soldats. Le bataillon des chasseurs de Neuchâtel, composé de Suisses, passe du côté du Peuple.

« L'exaspération des combattants était à son comble; ils avaient arraché les barres de fer qui longent les *tilleuls*, les avaient rougies au feu et s'en servaient contre les aggresseurs sur lesquels on versait du haut des fenêtres du plomb et de l'huile bouillante. Le flot du peuple montait toujours, il allait déjà soulever le trône des Hohenzollern lorsque le roi fit afficher, le 19, la proclamation suivante...»

Cette proclamation, que nous ne pouvons donner en entier, se termine ainsi : « Oubliez ce qui s'est passé comme je veux l'oublier moi-même dans l'intérêt de l'avenir qui va s'ouvrir sous la bénédiction du ciel pour la Prusse, et par la Prusse, pour l'Allemagne.

» Votre aimante reine et vraiment fidèle mère et amie, qui est très souffrante, joint ses prières sincères accompagnées de larmes, aux miennes. »

— Il n'y a que ces saltimbanques augustes pour savoir se grimer ainsi.

Le même jour ce sanglant arlequin allait à droite et à gauche donner des poignées de main aux citoyens qui se trouvaient sur la place du château.

Le 21, il parcourait la ville, et devant le monument de Frédéric II il prononçait ces mots : « Mon cœur bat fort à l'idée que ce soit MA capitale qui fasse preuve d'un esprit si puissant. » Qu'est ce que cela signifie? Le lendemain avait lieu l'enterrement des citoyens morts; et au défilé du cortége le roi se découvrait devant ceux qu'il avait tués, et au retour, la famille royale chantait sur le balcon l'air de : *Nun danket alle gott*.

Plus tard ce même homme, quand les affaires eurent changé de face, reprit toute sa rude insolence, déclara l'état de siége, fit dissoudre la garde civique, jetta l'Assemblée constituante à la porte, la chassa de Berlin et la transféra à Brandenbourg.

Le monarque prussien, qui avait fait faire à sa dignité des cabrioles de singe, avait retrouvé de l'aplomb, et son orgueil faisait la roue.

En même temps les intrigues s'ourdissaient, et l'armée, qui avait eu le temps de se renforcer, prenait une attitude menaçante; le rétablissement de la nationalité polonaise, garantie au duché de Posen, fut retardée par les influences royales jusqu'à ce que l'on pût sans danger lever le masque. Les Polonais qui, dans la croyance d'une prochaine croisade contre la Russie, étaient accourus en masse, furent dispersés, et le roi de Prusse recommença à se tremper dans le sang.

Toutefois la victoire lui coûta cher. « A Xionz, il ne fallut pas moins de 5,000 Prussiens pour défaire 750 Polonais; 300 de ces braves moururent en héros, à leur tête le major Dombrowski, frappé de trois balles. » — « Avant comme après, les Prussiens se souillèrent par des atrocités de tous les genres. Le curé de Xionz fut assassiné; le major Dobrzycki fut tué par un des coups de feu qu'on tira sur sa voiture; Mme Brinska fut insultée par des soldats; la ville de Bouck fut entièrement ravagée. Les soldats prussiens tuaient les enfants à côté de leur mère, et un de ces monstres dit à une de ces innocentes victimes qu'il venait d'égorger : « Maintenant, souris à ta mère! »

Dans le chapitre intitulé : De l'Allemagne parlementaire, M. Golovine critique avec une amertume motivée l'esprit retardataire qui caractérisa la diète de Francfort, où, dit-il, « les rois seuls étaient représentés, les peuples point. »

» Il fallait, s'écrie-t-il plus loin, il fallait fondre les couronnes, brûler dans un feu de joie tous les parchemins dynastiques, et changer l'Allemagne aux trente têtes couronnées en une Allemagne une, indivisible, libre et démocratique. »

Si la Hongrie, qui, sous une foule de rapports, s'est trouvée dans la condition de la Pologne, n'a pas péri comme cette dernière, cela vient surtout, dit M. Golovine de qui nous ne contredirons pas l'assertion, de sa position géographique, les chrétiens ne pouvant s'entendre avec les ottomans pour un partage.

Il joint à cette cause l'esprit de concession de la noblesse magyare, esprit qui, selon lui, aurait fait défaut à l'aristocratie polonaise.

La Hongrie a eu d'ailleurs plus de tendances libérales qu'on ne le croit généralement. La *Bulle d'Or* d'André II (1222) autorisait les soulèvements du pays en cas d'atteinte aux libertés publiques.

« La grande Révolution française ne fut pas sans écho » en Hongrie. Ce pays eut alors ses martyrs; le comte Si- » gray, Szent-Mariay, Latkovits, Hajnotzi, Martinovits, » Oez, Szolarstik furent décapités en 1795 pour jacobinis- » me. La noblesse réclama elle-même l'égalité des droits » civils. »

Kossuth avait été, dans le principe, dupe d'une étrange erreur, et il commit une grave faute lorsqu'il conclut « à ce qu'on prêtât à l'Autriche l'appui nécessaire pour lui faire signer en Italie une paix honorable. »

Plus tard, il est vrai, il avait singulièrement modifié sa manière de voir; il n'est pas besoin de rappeler que le parti dont il fut le chef représenta les idées les plus avancées, entre toutes celles qui ont divisé sa nation, et c'est malheureusement pour ne pas avoir été secondé, lui, dans ses énergiques vouloirs que la cause hongroise a succombé.

Nous regrettons vivement d'être obligés de glisser sur le reste des chapitres qui composent l'ouvrage; l'actualité des questions qui s'y agitent et la facture nerveuse qui distingue l'écrivain nous feraient pourtant désirer d'en mettre quelques extraits encore sous les yeux de nos lecteurs.

M. Golovine soulève quelque part la question du panslavisme; celui dont il s'occupe n'aurait rien de commun avec le panslavisme tel que le conçoivent les tzars, et « ce n'est » point, » dit-il, « dans les archives russes, mais dans le » sang des martyrs russes que nous puisons l'idée des » Etats-Unis slaves, lesquels ne demanderaient le sacrifice » d'aucune des nationalités qui entreront dans leur com- » position. »

Dans la pensée de l'écrivain, ce serait un formidable rempart opposé au despotisme russe, qui serait refoulé en Asie jusqu'au jour où, emportée par le courant du temps, la Russie pourrait être admise dans l'union. C'est fort bien, mais n'est-il pas à craindre que les courageux efforts tentés dans ce sens n'aboutissent à quelque terrible *Sic vos non vobis*, et qu'on ne se trouve, en définitive, avoir travail-

CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

DE LA TRIBUNE DES PEUPLES.

PRUSSE.

BERLIN, 19 *septembre*. — Il est très difficile de se faire une idée exacte de la situation de la question allemande. Il y a quelques jours, le dualisme (Autriche et Prusse) avait, dit-on, prévalu. Aujourd'hui on annonce que dans la commission centrale la Prusse nereprésenterait pas l'état fédératif. D'autres vont jusqu'à mettre en doute la formation de cet état, proposé par la Prusse. Si la note russe, dont on a parlé dernièrement, n'est pas une nouvelle sans fondement, tous ces projets, autrichiens ou prussiens, ne recevraient jamais leur exécution. Quoi qu'il en soit, l'unité allemande vient de faire un pas en arrière. Ce ne sera pas le dernier, et quant aux promesses royales, on trouvera moyen de les interpréter.

— La *Gazette de Silésie* annonce que plusieurs associations formées à Breslau et dans la province font des préparatifs pour émigrer en Amérique. Dans la première quinzaine de ce mois une association pareille, dirigée par un phacmacien, a passé par Breslau, se rendant à Brême, où elle s'embarquera. Elle se composait de cent deux individus, pour la plupart aisés, qui émigrent avec la feme intention de former en Amérique une colonie distincte.

POLOGNE.

On écrit de Cracovie que 100,000 Russes se sont déjà mis en marche pour quitter la Hongrie. Le 13 et le 14 septembre, les frontières ont été franchies par 14,000 hommes et 6,000 chevaux. Les troupes payent comptant tout ce qui leur est livré et elles campent en plein air pour gêner le moins possible les habitants, ou plutôt pour ne pas se mettre en contact avec des populations qui ont été l'année dernière dans un état révolutionnaire.

—Le choléra asiatique, qui fait de plus en plus des progrès dans la Gallicie, a atteint, dans dix cercles de 202 localités, 5,609 individus, dont 2,189 ont été guéris, 2,279 ont succombé et 1,201 étaient encore en traitement à la fin du mois d'août.

— On écrit de Léopol, à la date du 8 septembre : On a préparé des approvisionnements pour 20,000 Russses qui resteront en Gallicie, à la place d'un pareil nombre d'Autrichiens qui se rendent en Hongrie. Le corps du général Rudiger, qui devait quitter la Hongrie, continuera à y occuper le pays tout le long de la Theiss. On le dit fort de 30 à 35 mille hommes. On a amené ici plusieurs espions qui sont des juifs allemands. Les défilés de Jablonica, Mikuliczyn, Skole, Turka, Dukla et Piwniczna, les seuls qui conduisent en Hongrie par les Carpathes, et dont la défense est facilitée par la nature, doivent être encore fortifiés avec beaucoup de soin. On construira aussi un fort sur la hauteur appelée montagne de Wroniecki, qui domine la ville de Léopol.

HONGRIE.

On écrit de Presbourg, le 15 septembre:

« Hier circulait ici le bruit que la garnison de Komorn avait fait une sortie et pris aux assiégeants des échelles et des matériaux de siége. Nous n'avons pas reçu la confirmation de ce bruit; mais un grand nombre de blessés sont arrivés hier ici.

— D'après *le Lloyd*, les hostilités devant Komorn n'ont dû commencer que le 18 septembre. Un corps de bombardiers y était déjà parti de Vienne.

— Les garnisons russes qui occupaient les villes de montagne se sont rendues vers Komorn et elles ont été remplacées par les volontaires slovaques, qui sont commandés par le major Lewartowski. Ils gardent au nombre de 3,000 les défilés des montagnes, et comme ils connaissent le pays, ils sont d'une grande utilité pour l'Autriche contre les guérillas hongrois.

AUTRICHE

VIENNE, 16 *septembre*. — Les mesures que l'Autriche prend à l'égard de l'armée hongroise prouvent son intention d'enlever à la Hongrie, soumise par les Russes, ses institutions nationales, et de la faire entrer de force dans l'Etat centralisé, idéal rêvé par les hommes d'Etat qui remplacent M. de Metternich. Il n'y aura plus de régiments hongrois, mais une seule armée autrichienne. Les officiers seront pris, autant que possible, parmi les Allemands. Les Saxons transylvaniens seuls conserveront leurs institutions nationales.

— Les propositions du ministre des finances, approuvées par l'empereur (nous les avons données hier), ont produit une très fâcheuse impression sur la bourse de Vienne.

— On dit que, sur l'avis favorable de Radetzki, l'état de siége de Vienne va être levé.

— Le bruit court à Vienne que les ambassadeurs russe et autrichien sont partis de Constantinople à cause du refus de l'extradition des chefs de l'insurrection hongroise.

— Le *Correspondant autrichien* publie les principaux passages d'une lettre qui aurait été adressée, au mois de juin, par le prince Czartoryski au général Dembinski. Cette lettre donne sur les plans de la propagande polonaise de curieux renseignements. C'est, dit-elle, en Pologne même qu'il faut frapper les derniers coups. Il y a en Russie des germes de mécontentement. Une insurrection polonaise retarderait leur développement. On doit travailler la Lithuanie et y faire des expéditions ainsi que dans l'Ukraine, et n'inviter les Galliciens à se soulever que lorsque les armées hongroises pourront venir efficacement à leur secours. La meilleure attaque contre la Russie doit partir du Caucase. C'est de ce côté qu'elle s'y attend le moins. Elle y a envoyé beaucoup d'officiers polonais ; il faut s'entendre avec eux et les Cosaques.

Bohême. — PRAGUE, 15 *septembre*. — Le chevalier Watzlawitzek, qui était destiné l'année dernière à occuper le siége archiépiscopal de Léopol, et qui depuis a été forcé de se sauver de cette ville, comme étranger au clergé polonais de la Gallicie, vient d'être nommé archevêque de Prague et primat de Bohême. Cette nomination a mécontenté le clergé de ce pays.

RUSSIE.

SAINT-PÉTERSBOURG, 11 *septembre*. — Nous trouvons dans le journal officiel un curieux rescrit adressé par l'empereur Nicolas à son ministre des affaires étrangères, le comte de Nesselrode. Jamais encore l'autocrate n'a paru si enivré d'orgueil et jamais il n'a montré si audacieusement ses prétentions au rôle d'arbitre de l'Europe :

» Comte Karl Vassilievitch,

» Les éminents travaux qui ont signalé votre carrière, si glorieusement consacrée au service du trône et de la patrie, m'inspirent envers vous des sentiments d'estime sincère et de vive reconnaissance ; votre nom, qui se rattache aux événements les plus marquants de l'histoire contemporaine, passera à la postérité avec le souvenir de l'influence salutaire que la puissance de la Russie a exercée sur les destinées de l'Europe. Vous avez été le collaborateur actif de mon frère bien aimé, l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, dans les transactions mémorables qui ont procuré à l'Europe, affranchie du joug d'un conquérant ambitieux, trente-trois années de paix et de repos. En présence de l'effervescence des esprits, des excès anarchiques, des troubles qui viennent d'agiter l'Occident et qui menaçaient d'y renverser les bases de tout ordre légal, vous avez su, au milieu de ce naufrage général, remplissant fidèlement mes intentions, diriger la politique de la Russie vers le but salutaire qui lui est assigné par la providence divine.

» La coopération des forces militaires de la Russie accordée à l'Autriche a dompté l'insurrection hongroise, et a porté un coup mortel aux projets subversifs de l'ordre social. C'est ainsi que, par la grâce de Dieu, il a été donné encore une fois à la Russie de préserver l'Europe des calamités incalculables dont elle était menacée. Pendant tout le temps qu'a nécessité l'accomplissement de cette œuvre, vous vous êtes constamment trouvé auprès de ma personne.

»Appréciant l'importance de vos services, et voulant vous offrir un témoignage de mes sentiments sincères, je vous envoie ci-joint mon portrait, orné de diamants, pour être porté à la boutonnière.

» Je suis à jamais votre bien affectionné.

» Signé : NICOLAS.

» Varsovie, le 22 août (3 septembre) 1849.

ITALIE.

Piémont.—TURIN, 18 *septembre*.—Le projet de loi sur l'aliénation du reste des rentes créées par la loi du 12 juin est revenu à la chambre des députés, où il a été apporté par le ministre des finances, dépouillé par le senat de tous les considérants mis en tête par la chambre des députés.

Le député Ricci a fait son rapport sur le projet de loi présente par le député Chio au sujet des droits de citoyen à accorder aux Lombards et Vénitiens qui voudront les réclamer.

Le projet de loi dont M. Cavalli a été rapporteur, au sujet des 10 mille chevaux de cavalerie qu'il proposait de placer provisoirement chez les particuliers pour les retrouver en cas de guerre, ce projet, disons-nous, a été, nous ne savons pourquoi, rejeté par la chambre.

Le député Cadorna a adressé des interpellations au ministère 1° au sujet du projet de loi sur l'organisation militaire; 2° Sur la conduite que le ministère se propose d'adopter à l'égard des officiers lombards dont les corps ont été licenciés.

Un débat très passionné s'est élevé sur la seconde question. Il a été suivi d'un ordre du jour ainsi conçu, présenté par le député Cadorna, et qui a été adopté.

« La chambre rappelant au ministère, relativement aux officiers des corps lombards licenciés, l'observation des décrets du 8 septembre 1848 et du 22 juillet 1849, passe à l'ordre du jour. »

NICE. — Le comte Gabrio Casati, président du gouvernement provisoire de la Lombardie, ancien ministre des affaires étrangères du Piémont, se trouve depuis quelque temps à Nice.

— Le bruit court que les autorités civiles de S. M. sarde chargées de l'administration des communes de Menton et de Roccabruna ont été rappelées à Nice par ordre supérieur.

Lombardie. — MILAN, 17 *septembre*. — Hier a eu lieu une grande revue pour célébrer la fin de la guerre de Hongrie. Toutes les troupes impériales se réunirent sur la place d'armes, où avait été élevé un autel décoré d'emblêmes guerriers. A la suite de la messe, un *te Deum* fut chanté en actions de grâces au tout puissant.

A cette cérémonie assistait le comte Wratislaw, commandant la cavalerie, faisant fonctions de général en chef en l'absence du comte Radetzki.

Après la messe, toutes les troupes défilèrent. Le soir il y eut un grand banquet offert à l'armée par le comte Wratislaw. A ce banquet assistaient l'état-major et les officiers supérieurs, ce qui portait à 60 le nombre des convives.

VENISE, 12 *septembre*. — Tous les jours quelque nouveau décret. Le dernier organise une commission pour examiner la conduite de tous les employés qui ont servi sous le gouvernement provisoire

On fait beaucoup d'arrestations et l'on enferme dans la prison de S. Severo beaucoup de personnes qui se croyaient fort en sûreté.

Le patriarche est monté en chaire pour prêcher contre les livres anathématisés dernièrement par la camarilla pontificale.

Le commerce languit. Personne ne gagne plus un sou; le choléra recommence à sévir, et les vivres sont très chers. En huit jours on a exilé sans motif plus de mille Lombards, Romains ou Piémontais; quant à ces derniers, ils sont marqués à l'encre rouge.

En fait de journaux, nous en sommes réduits aux feuilles tudesques et à la *Gazette* de Milan. Au bureau des postes se trouve préposé un officier autrichien, dont l'honnête métier consiste à ouvrir les paquets, à ouvrir les lettres qui lui inspirent quelques soupçons, et à les livrer aux flammes. Quel honnête gouvernement !

Toscane. — FLORENCE, 14 *septembre*. — Le *Moniteur toscan* contient l'ordonnance suivante :

« Nous Léopold II, etc. ;

« Ayant pris la détermination de m'absenter, pour un court espace de temps, du grand-duché, et voulant que dans cet intervalle l'administration de l'État n'éprouve ni dommage ni retard ;

« Nous nous sommes résolus à ordonner et nous ordonnons ce qui suit :

« Etant confirmés les pouvoirs attribués à chaque ministre et respectivement au conseil des ministres, d'après le règlement publié par le décret du 16 mars 1848 ;

« Pendant notre absence du grand-duché, le conseil des ministres susdit pourra, en cas d'urgence et en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par autre décret du 24 mai dernier, expédier tous les actes pour lesquels notre sanction pourrait être nécessaire, et dans ce cas ils seront revêtus de la signature du président du conseil et d'un autre ministre.

» Le président du conseil des ministres est chargé de l'exécution du présent décret.

» Florence, 13 septembre 1849.

» Signé LÉOPOLD.

» Le président du conseil des ministres,

» BALDASSERONI. »

Le grand-duc se rend à Trieste, où il va entrer en conférence avec le jeune empereur d'Autriche, ou plutôt avec les délégués du conseil aulique. Nous ne doutons pas que le grand-duc ne revienne de Trieste bien convaincu qu'il doit faire garder ses Etats par 10 mille Autrichiens et leur abandonner le port de Livourne.

Etats romains. — ROME, 12 *septembre*.— Le 10, Nicolini a été arrêté. Le jour suivant, on arrêta également le comte Sacconi de Fermo, Polidori et deux autres officiers des corps lombards. Il y a eu tant de plaintes, tant de doléances, tant de réclamations au sujet de ces derniers, qu'on a fini par les relâcher.

Les notes adressées par le ministere français à la cour pontificale et aux ministres étrangers réussissent très peu auprès des tonsurés. Du reste, ils en font des gorges chaudes et parlent, agissent comme s'ils étaient entièrement les maîtres. L'armée française ne sert ici qu'à empêcher quelques vexations particulières et à opposer un frein aux fureurs de la police. Mais quant à la réaction politique et administrative, elle n'y peut rien.

La commission des trois cardinaux fait toujours mauvais ménage avec les Français. Le général Rostolan dit hautement qu'il aimerait mieux emporter d'assaut une ville que d'escarmoucher avec toute cette prêtraille. On assure qu'il persiste à demander son rappel, et que l'on attend pour le remplacer le général Bedeau ou le général d'Arbouville.

— D'après ce qui est annoncé, des renforts vont être envoyés aux troupes autrichiennes qui gardent la Toscane.

Etats napolitains. — NAPLES, 6 *septembre*. — Le 6 septembre, comme nous l'avons déjà annoncé, le pape s'est rendu de Portici à Naples.

Il partit le matin de Portici à sept heures et demie, précédé de quatre gardes du corps, dans une voiture à six chevaux ; à droite était l'exempt de la garde royale, à gauche l'écuyer cavalcadour du roi.

Dans la voiture du pape se trouvait *monsignor* Medici et *monsignor* Borromeo.

Douze gardes du corps fermaient la marche.

Arrivé à la métropole, le pape fut reçu au seuil de l'église par le cardinal archevêque de Naples, suivi de tout le chapitre.

Après avoir fait une prière à la chapelle du Saint-Esprit, le pape dit une messe basse au maître-autel ; ensuite il assista à genoux à une seconde messe, dite par *monsignor* Cenni.

Après la seconde messe, sa béatitude visita la chapelle de saint Janvier, patron de Naples, où elle fut reçus par les révérendissimes chapelains. De là, après avoir fait une pause à la chapelle de *Santa-Restituta*, le pape se rendit au palais de l'archevêché.

Là, du haut d'un balcon il donna sa bénédiction. Puis passant dans la salle des ordinations, il se fit baiser les pieds par tout le chapitre, les deux séminaires et les clercs. Après cela, il prononça une allocution si pauvre de sens, que nous croyons devoir en faire grâce à nos lecteurs.

7 *septembre*. — Tout le corps diplomatique s'est rendu à Portici pour déposer ses hommages aux pieds du saint père. L'ambassadeur d'Espagne pres le saint siege, M. Martinez de la Rosa, a prononcé quelques paroles au nom du corps diplomatique. Le pape a répondu en remerciant le corps diplomatique, et en exprimant toute la reconnaissance qu'il éprouvait pour le prince qui l'avait reçu avec de si amicales prévenances.

Si les lecteurs de la *Tribune* n'ont pas oublié la conversation de Pie IX avec les envoyés du gouvernement révolutionnaire de la Sicile, que nous avons publiée dans l'un de nos précédents numéros, et dans laquelle le roi de Naples était si bien traité, ils pourront apprécier ce que valent les paroles de Pie IX.

SUISSE.

BERNE, 19 *septembre*. —Les réfugiés, que la Suisse a reçus d'abord en assez grande quantité, quittent chaque jour notre sol hospitalier; la plupart s'en vont en Amérique, quelques-uns en Angleterre; leur nombre qui était, il y a six semaines, d'environ cinq à six mille, a considérablement diminué, de sorte que sous peu de temps il n'en restera que fort peu parmi nous. Leur présence en Suisse portait ombrage à nos voisins; elle était devenue, et elle est encore, un prétexte pour eux de nous chercher querelle. On s'en sert ici comme d'une arme puissante contre le radicalisme, en disant que ce sont nos nouvelles institutions démocratiques qui nous ont attiré ces désagréments.

La situation présente de la Suisse résulte de la situation de l'Europe ; avant février 1848, nous étions tranquilles et personne ne songeait à troubler notre repos. La réaction a triomphé momentanément en France, en Allemagne, en Italie; on prétend aussi lui assurer la victoire en Suisse.

Il n'y a encore rien de perdu en Suisse. C'est au peuple à se tenir ferme sur ses gardes et à se méfier des piéges qu'on ne cessera de lui tendre.

—Le conseil fédéral a, dit-on, décidé que les réfugiés français et sardes qui se trouvent à Genève seront internés.

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre.—LONDRES, 21 *septembre*.—*Midi*. Consolidés au comptant, 92 3/8 5/8, pour compte 92 5/8 3/4. *Trois heures*. Ils ferment pour compte à 92 3/4.

—Le *Times* publie un long article sur les partis en France et leurs chances plus ou moins favorables et prochaines. Il pencherait à croire qu'une sorte de restauration impériale serait moins impossible que les diverses autres combinaisons monarchiques ; mais il s'énonce à ce sujet dans les termes suivants :

« Les besoins pressants d'argent pour frais d'entretien d'une quasi-royauté, les exigences d'une famille peu riche et ambitieuse et peut-être l'éventualité d'une opposition puissante dans l'Assemblée nationale précipiteront la crise, et si Louis-Napoléon a réussi à conserver sa popularité dans l'armée, il serait possible qu'à l'heure décisive cet instrument redoutable fît pencher la balance pour un certain temps en faveur de la dynastie impériale. »

—Le *Standard* annonce que le ministère hollandais vient de donner sa démission en masse et que cette démission a été acceptée par le roi. On ignore encore les raisons de cet événement.

— Nous lisons dans le *Post* le récit d'un engagement sérieux entre les Américains de la Louisiane et les sauvages du pays. Les premiers ont perdu du monde, mais ils ont fini par forcer leurs ennemis à la retraite. Les Américains étaient commandés par le capitaine Cunningham de Saint-Louis.

— Le prince de Canino a répondu, le 19 du courant, à MM. William Potter, Dawson et autres délégués de Birmingham, qui voulaient donner une soirée en son honneur, que si les circonstances ne lui permettaient pas de se trouver dans leur ville au jour indiqué, il ne pouvait qu'être très sensible à l'honneur qu'ils ont voulu lui faire dans le but avoué d'exprimer leurs sympathies en faveur du Peuple romain.

— Sir Mosès Montefiore est revenu de la Palestine, où il a distribué aux israélites, ses coreligionnaires, des secours se montant à plus de 5,000 livres sterling.

— On écrit de Clonmel, le 18 septembre, que les troubles dans le midi de l'Irlande continuent.

TURQUIE.

Les dernières nouvelles de la Bosnie vont jusqu'au 5 septembre. Les troupes du visir n'étaient pas entrées dans la forteresse de Bihac, mais elles étaient campées sur une élévation dans ses environs. Le visir a eu le 5 septembre une conférence avec le général autrichien Haradauer, et à deux heures après midi il a attaqué les insurgés. Il s'agissait de forcer le passage de la rivière de Klocot. Les insurgés l'ont défendu avec beaucoup de bravoure, et les Turcs se sont retirés à l'approche de la nuit. Ils ont eu 27 hommes tués et 70 blessés. Malgré le terrain défavorable occupé par les insurgés, il sera difficile de vaincre l'insurrection avec les forces que le visir a à sa disposition. Deux cents Turcs de distinction, qui se trouvaient dans la suite du visir, le quittèrent avant l'attaque, disant que la cause des insurgés était juste, car ils combattaient contre l'oppression.

Une erreur typographique a rendu incomplètes et confuses les citations que nous avons faites hier dans l'article de *l'Impôt sur le revenu*. Ainsi l'on fait honneur à M. Goudchaux d'une citation empruntée à Adam Smith. La voici :

---

lé pour.... sa majesté l'empereur Nicolas......

Venant à parler de l'attitude de la Russie, M. Golovine prétend que la politique de Pierre-le Grand est abandonnée et que celle de l'empereur Nicolas se borne à conserver ses prérogatives.

Il nous semble pourtant que le testament du tzar Pierre s'exécute assez à la lettre, et les événements qui ont eu lieu depuis peuvent nous donner raison contre l'auteur.

Se livrant à une appréciation des classes de la société russe, il dit : «Les Russes qui viennent à l'étranger ne se distinguent que par la facilité avec laquelle ils font des dettes qu'ils ne paient pas et par la dépravation de leurs mœurs. Leurs grandes dames scandalisent par leur conduite les capitales de l'Europe. Chez eux la vie animale est la seule qui leur soit permise, la seule aussi qui soit de leur goût.» Plus loin : «C'est bien à tort qu'on accuse la France seule de troubler la tranquillité de l'Europe par ses goûts révolutionnaires. La Russie la compromet bien plus par ses tendances absolutistes; c'est toujours elle qui insinue aux rois de reprendre les libertés qu'ils ont concédées et de ne pas en accorder de nouvelles. »

L'auteur exprime son indignation de l'indifférence d'une portion du peuple russe pour ses martyrs. « C'est à peine, s'écrie-t-il, s'il a de la pitié pour les Ryléieff et les Pestel. Le poète (1) avait raison de dire : « Malédiction au peuple qui tue ses prophètes ! »

Recherchant quel pourrait être en Russie l'élément révolutionnaire, il ne le trouve pas dans les ouvriers, paysans pour la plupart dont l'existence est assurée et l'intelligence obscurcie. «Mais, dit-il, les licenciés, ces soldats aguerris qui rongent leur frein et traînent une vie oisive, en attendant une occasion de se battre contre le gouvernement plutôt que pour lui ; mais les enfants de troupes dont on compte jusqu'à 280,000 dont 200,000 sont auprès leurs mères ; les ecclésiastiques manqués, les employés subalternes qui couvent une vieille rancune contre une société privilégiée, les petits nobles qui ne peuvent assouvir leur ambition, les mécontents de toute espèce; voilà la classe révolutionnaire qui, dans les mains d'un Pougatcheff éclairé, peut faire sauter en l'air cet échafaudage d'incapacité prétentieuse, de fourberie élevée à l'état de système, qui s'appelle le gounement russe. »

Il termine ainsi ce passage : « La nation russe n'est pas plus qu'une autre faite pour ses tzars. Un Peuple qui a conquis une grande partie du monde, qui a brûlé Moscou plutôt que de se rendre, ne saurait rester longtemps l'esclave des Holstein-Gottorp.

M. Golovine consacre deux chapitres à une appréciation très juste des journées du 15 mai 1848 et du 13 juin 1849 ; l'égoïsme d'une assemblée qui mettait en pratique la maxime du chacun pour soi, chacun chez soi, amena ce mouvement qui n'eût peut-être pas eu lieu s'il eût été fait droit aux généreux désirs du Peuple, qui n'avait pas oublié, lui, sa fraternité avec la malheureuse Pologne.

Parlant de l'insurrection de juin, l'auteur flétrit avec raison les cruautés inutiles exercées par les gardes nationaux contre des malheureux égarés par la misère; les prisonniers, entassés dans des caves où ils s'asphyxiaient, étaient fusillés à bout portant lorsqu'ils venaient respirer aux soupiraux.

Dans la pensée de M. Golovine, les intrigues de l'étranger étaient pour beaucoup dans cette déplorable insurrection, qui eût été invincible, dit-il, s'il y avait eu 100,000 hommes derrière les barricades au lieu de 10,000 seulement qui s'y trouvaient.

Le récit qu'il fait des événements d'Italie s'arrête à la fuite du pape; il rend justice aux bonnes intentions de ce souverain, intentions malheureusement paralysées par une intelligence enfantine et des idées appartenant à un autre siècle; le tout exploité par l'entourage hypocrite de ces corrompus qu'on appelle les cardinaux.

Les affaires de Lombardie, de Piémont et de Sicile, complètent ce martyrologe des Peuples : il n'y a presque pas une page de ce livre qui ne soit tachée de sang; il s'y révèle des faits qui soulèvent le cœur, et pour l'honneur de l'humanité, nous voudrions passer sous silence ces boucheries immondes, si nous ne tenions avant tout à signaler à l'exécration publique leurs lâches promoteurs. Qu'on lise ce qui suit :

« A Milan, les Croates massacrèrent les prêtres dans l'église de Saint-Barthélemy; ils coupaient les mains aux femmes pour s'emparer de leurs anneaux. A la porte de Torsa, ils crucifièrent une famille entière. On put faire une exposition des pièces de conviction constatant la cruauté des Autrichiens. On y vit entre autres un débris de chair humaine rongé par un soldat de Radetzki. »

Nous trouvons encore dans le même livre une critique mordante de tous les non-sens de la Constitution de notre République; et, comme clef de voûte de l'ouvrage, M. Golovine nous donne un aperçu du socialisme universel. Certes, c'est une chose qui repose l'âme que la lecture des quelques pages où l'écrivain fait accepter, par une logique des plus pressantes, ses généreuses aspirations vers le résultat auquel tendent tous les nobles esprits, et dont il démontre très clairement la possibilité dans un avenir prochain, si seulement l'égoïsme voulait abdiquer une partie de ses prétendus droits.

Pour tout homme qui réfléchit, il résulte des faits qui viennent de rouler dans le passé cette conviction intime de l'impossibilité d'une alliance paisible entre deux pouvoirs ennemis, celui des Peuples et celui des rois. Les rois n'accordent rien; car chaque concession fait crouler un pan de leur puissance; les libertés ne se donnent pas; on les escalade.

Un instant, les Peuples se sont crus les maîtres; ils ont été généreux; la ruse et la violence ont dupé leur générosité et refoulé leurs droits. Ceci doit donner à penser. Aussi, faut-il l'espérer, les enseignements qui en résultent ne seront pas perdus; et nous estimons, dès à présent, que les Peuples ont compris combien il sera sage de ne plus gaspiller le pardon.

Sur ce globe, où doit un jour régner l'harmonie, un petit nombre tient asservie la masse.

Ces régents opiniâtres ont en leur possession la force matérielle; ils ont disposé les individus et les choses de manière à organiser un mécanisme impassible et brutal, qui fonctionne sous l'impulsion despotique de leur geste, pour les besoins de leur jouissance. Ils s'en transmettent arbitrairement l'hérédité à travers les siècles. Et si quelqu'un veut porter la main sur la machine pour en déranger l'oppression, ils lui donnent la mort.

Car ils redoutent le jour prochain où la masse des hommes se lèvera pour, à tout jamais, en concasser les rouages.

Cette caste ne se mêle pas à l'humanité; elle l'use, elle la broie ; ils font des alliances entre eux ; le sang plébéien n'est pas d'une pourpre assez éclatante pour mêler ses flots à celui de leurs veines ; ils sont dieux, et depuis un temps cruel les foudres de cet Olympe ont creusé de rouges sillons dans les flancs de l'humanité.

Cela finira. Peu à peu les peuples deviendront savants ; ils commencent déjà à y voir beaucoup plus clair ; les nationalités, qui flottent désunies et qui se repoussent par leurs côtés anguleux, parviendront à se souder par le tout puissant astringent de l'intérêt commun. Cette union indissoluble d'individus isolés formera un seul et vaste individu collectif qui vibrera sous une pensée unanime.

L'esprit se dégagera de la matière et nous dirigera dans notre marche éternelle vers le vrai, vers le beau ; de plus en plus, nous nous rapprocherons de Dieu. On verra le royaume céleste; il sera fait droit à cette pétition quotidienne que le Christ nous a formulée : *Adveniat regnum tuum*. Beaucoup sont intéressés à retarder l'avénement.

Mais ils passeront; les pouvoirs de la vérité prendront le dessus, et le triomphe se prépare pour tous ces magnanimes courroucés dont la vaillance gronde et qui s'en vont sonnant la voix de l'avenir.

Ange Pechméja.

(1) Jerusalem ktory mordujesz proroki twoje, etc.

MICKIEWICZ.

MÉDAILLE POPULAIRE, représentant d'un côté le général BEM, de l'autre le général DEMBINSKI, se trouve aux bureaux de la *Tribune des Peuples* au prix de 10 cent.

« Il est juste, il est raisonnable que les riches contribuent aux charges de l'impôt *en proportion de leur revenu*, et même un peu plus. »

La citation de J.-B. Say venait après celle-là, et c'est après ces deux citations que notre rédacteur continuait en ces termes : « La conscience publique proclame encore plus haut que les maîtres la même vérité, etc.

NOUVELLES DIVERSES.

Le *Moniteur* contient aujourd'hui dans sa partie officielle :

1° Un arrêté du président de la République, en date du 14 septembre 1849, qui nomme M. Barthe, professeur de belles-lettres à l'Ecole spéciale militaire, chevalier de la légion d'honneur;

2° Une circulaire du ministre de l'intérieur sur le transfèrement des détenus.

— On lit dans le *Moniteur* :

A partir du 22 septembre courant, et jusqu'à nouvel ordre, le taux de l'intérêt des bons du trésor a été fixé par décision du ministre des finances, en date du 21 de ce mois, savoir :

A 4 p, 0|0 par an pour les bons de trois à cinq mois d'échéance.

A 5 p. 0|0 pour les bons de six à onze mois;

A 6 p. 0|0 poua les bons à un an.

— C'est lundi prochain 24 qu'aura lieu la clôture des listes du jury.

— Un acte d'inhumanité révoltante a soulevé hier l'indignation de la foule; un équipage aristocratique avec chasseur campé derrière, traversait le pont National. Maladroitement conduit par une dame très élégante, assise à côté d'un monsieur, la voiture s'est jetée sur une pauvre marchande de bimbeloterie et lui a écrasé un pied.

Les passants de s'empresser aussitôt autour de la malheureuse; il était permis d'espérer que la dame, cause directe de l'accident, aurait donné quelques marques de regret, qu'elle aurait daigné tout au moins retarder de quelques instants sa course pour prendre l'adresse de la victime de son imprudence. Point : malgré les vives réclamations des passants, les chevaux ont été fouettés à revers de bras et l'équipage s'est éloigné rapidement.

La pauvre marchande à qui la douleur arrachait des larmes, s'est vue brutalement rejetée en arrière par des sergents de ville qui se trouvaient là et qui ont pris sur eux de favoriser la fuite du couple sans pitié.

C'est une chose honteuse que la police s'exerçant avec un si ignoble arbitraire; il est cruel de voir l'injustice fonctionner avec tant d'ensemble, et de penser que malgré ces nobles mots égalité, fraternité, le riche peut avec impunité mettre ses talons sur le pauvre et faire litière du plébéïen !

— L'*Association fraternelle des Instituteurs, Institutrices et Professeurs socialistes*, ayant une communication importante à faire aux associations ouvrières, les prie INSTAMMENT d'envoyer leurs délégués munis de pouvoirs à une réunion qui aura lieu le mercredi 26 septembre 1849, à 7 heures du soir, rue St-Spire, impasse Grosse-Tête, n° 8.

— Le convoi de notre chemin de fer, à sept heures, ce matin, a emporté 150 à 200 insurgés de juin graciés; ils étaient arrivés de Brest hier soir, par un bateau à vapeur.

(*Courrier du Hâvre.*)

—Une vingtaine de soldats de l'armée expéditionnaire d'Italie, amputés à la suite de leurs blessures graves, sont arrivés avant-hier à Paris, et ont été installés immédiatement à l'hôtel des Invalides.

— On lit dans la *Gazette des Hôpitaux* :

« La décroissance de l'épidémie a continué presque au delà de ce qu'on pouvait espérer. Hier et avant-hier les admissions dans les hôpitaux civils n'ont été que de 16 et 17; le chiffre des décès s'est élevé à 13 avant-hier et à 7 hier. En ville, la mortalité cholérique a été de 21 il y a quatre jours, et de 18 il y a trois jours. On voit qu'il est difficile de toucher de plus près à l'extinction de l'épidémie. Aussi espérons-nous plus que jamais que cette extinction aura lieu à la fin de ce mois.

— Voici la liste des accusés dans l'affaire du 13 juin qui comparaîtront devant la haute cour, qui ouvrira ses séances à Versailles, le 10 octobre prochain, ainsi que nous l'avons annoncé. Nous donnons après le nom de chaque accusé le nom du défenseur dont il a fait choix ou qui a été nommé d'office :

Chipron. — Défenseur, Me Armand, du barreau de Paris, nommé d'office;

Dufélix.—Défenseur, Me Th. Bac, du barreau de Limoges, choisi par l'accusé ;

Napoléon Lebon. — Défenseur, Me Villaumé, du barreau de Nancy, choisi par l'accusé;

Baune.—Défenseur, Me Madier de Montjau, du barreau de Paris, choisi par l'accusé;

Langlois.—Défenseur, Me Moussoir, du barreau de Versailles, nommé d'office;

Paya.—Défenseur, Me Detours, du barreau de Moissac, choisi par l'accusé;

Bureau.—Défenseur, Me Dain, du barreau de Paris, choisi par l'accusé;

Commissaire. — Défenseur, Me Combiez, du barreau de Nîmes, choisi par l'accusé;

Suchet.—Défenseur, Me Edm. Baume, du barreau de Paris, choisi par l'acusé;

Maigne.—Défenseur, Me Decoux-Lapeyrière, du barreau de Paris, nommé d'office :

Fargin Fayolle.—Défenseur, Me Deschamps, du barreau de Rouen, choisi par l'arcusé;

Pilhes. — Défenseur, Me Jules Favre, du barreau de Paris, cholsi par l'accusé;

Daniel Lamazière.—Défenseur, Me Michel de Bourges, du barreau de Bourges, choisi par l'accusé;

Boch.—Défenseur, Me Victor Chauflour, du barreau de Strasbourg, choisi par l'accusé;

Vauthier. — Défenseur, Me Nogent Saint-Laurent, du barreau de Paris, nommé d'office ;

Deville. — Défenseur, Me Ducros, du barreau de Paris, nommé d'office ;

Gambon. — Défenseur, Me Félix Payen, du barreau de Versailles, nommé d'office ;

Guinard. — Défenseur, M. Jules Favre, du barreau de Paris, choisi par l'accusé;

Achintre. — Défenseur, Me Ernest Picard, du barreau de Paris, nommé d'office ;

Delahaye. — Défenseur, M. Culler, du barreau de Paris, choisi par l'accusé;

Merliot, dit Mérillot. — Défenseur, Me Laissac, du barreau de Paris, choisi par l'accusé;

Fraboulet de Chalandar. — Défenseur, Me Coralli, du barreau de Paris, choisi par l'accusé ;

Vernon. — Défenseur, Me Culler, du barreau de Paris, choisi par l'accusé ;

Angelot. — Défenseur, Me Desmarets, du barreau de Paris, choisi par l'accusé;

Lemaître. — Défenseur, Me Ernest Boinvilliers, du barreau de Paris, nommé d'office;

Forestier. — Défenseur, Me Senard, du barreau de Paris, choisi par l'accusé;

Schmitz. — Défenseur, Me Boulloche, du barreau de Paris, nommé d'office;

André. — Défenseur, Me Paul Varin, du barreau de Caen, choisi par l'accusé.

— Voici de nouveaux détails sur le vol de 100,000 fr. en billets de banque qui a été commis hier dans un des bureaux d'attente du trésor, rue de Rivoli, au préjudice du comptoir national d'escompte.

Le matin, les administrateurs de service du Comptoir, dont les bureaux sont situés au Palais-National, avaient remis un bon sur la Banque de 100,000 fr. au nommé Nuzillard, chef de la brigade des recettes, pour que celui-ci allât le toucher en billets de banque, qu'il avait ensuite mission de porter au Trésor pour prendre en échange des des valeurs à quatre-vingt-dix jours.

Nuzillard, auquel avaient été souvent confiés des encaissements aussi importants au moins que ce dernier, est un homme de près de soixante ans, dont la probité n'a jamais été l'objet d'un doute, et qui, depuis l'année 1824, a constamment été attaché comme garçon de recette chez MM. Martin-Didier, Delamarre, d'abord, puis dans la maison Gouin-Laffite, et enfin, depuis février 1848, au comptoir national d'escompte.

Muni de son bon, il se rendit directement à la Banque de France, où lui furent comptés cent billets de 1,000 fr., qu'il serra soigneusement dans son portefeuille, lequel fut placé par lui dans la poche de côté de son habit.

En sortant de la Banque, il se dirigea immédiatement vers l'hôtel du ministère des finances, où il arriva vers midi. Plusieurs personnes attendaient leur tour dans le bureau des effets; il prit place à une petite table sur laquelle il écrivit son bordereau, puis il vint se mettre à la queue formée devant le guichet des employés.

En ce moment, d'après sa déclaration ultérieure, il avait encore dans sa poche de côté son portefeuille contenant 100,000 fr., son bras gauche était replié dessus et le protégeait contre toute tentative. Il remarqua, toutefois, qu'un individu, qu'il ne reconnut pas pour un des habitants de la Banque et des bureaux, cherchait à se placer devant lui, étant toutefois sans défiance, et croyant que ce personnage voulait seulement empiéter sur son tour pour arriver plus vite au guichet. Il l'aurait repoussé et aurait serré de plus près la personne placée devant lui, pour conserver sa place.

Enfin, après une demi-heure environ d'attente, il arriva au guichet, il y présenta son bordereau; mais lorsqu'il voulut prendre son portefeuille pour y puiser les 100,000 francs, il trouva sa poche vide. Le portefeuille et les billets, tout avait été volé.

MM. les administrateurs du comptoir national, auxquels Nuzillard est venu, après de vaines démarches, raconter les circonstances du vol dont il venait d'être l'objet, ont immédiatement prévenu la police, afin que les plus actives investigations fussent faites. Nuzillard s'est lui-même rendu dans les bureaux du service de sûreté pour donner tous les renseignements désirables.

— La police est dit-on sur la trace des adroits filous qui ont, hier, soustrait si adroitement 100,000 fr. de billets de banque au malheureux Nuzillard, garçon de recette du comptoir national d'escompte.

D'après les rapports de la police, il paraîtrait que les plus adroits filous de Londres et des Etats-Unis seraient en ce moment à Paris, cherchant à faire de ces grands coups qui sont toute une fortune.

Plusieurs agents voyaient, depuis quelques jours, rôder autour du ministère des finances des étrangers, fort bien mis du reste, mais à mine suspecte, qui paraissaient examiner les personnes qui venaient chercher des bons du Trésor.

L'un des Rédacteurs Gérant : ALPHONSE HERMANT

Bourse de Paris du 22 septembre.

Avant la Bourse. — La réduction de 1|2 0|0 de l'intérêt des bons du Trésor pour les échéances à trois et à six mois a produit peu d'effet, parceque le taux de 6 0|0 est maintenu pour un an, ce qui était considéré comme une preuve que l'Etat avait toujours besoin de capitaux. La rente était hier soir au passage de l'Opéra à 89 35 et ce matin de 89 15 à 89 10.

Bourse, une heure. — La rente était faible au début à 89 05, mais l'approche de 89 a déterminé quelques achats qui ont fait remonter à 89 25.

Deux heures. — Les cours se tiennent sans affaires de 89 25 à 89 30. Les titres sont toujours abondants au comptant.

On annonce que l'emprunt de 200 millions sera négocié dans le courant du mois d'octobre.

Trois heures. — La Bourse a fini sans variations à 89 30, on a soutenu les cours avec le produit des importations qui étaient publié ce matin dans le *Moniteur* et qui constatent une augmentation considérable sur l'année dernière.

Le 3 0|0 a varié de 56 40 à 56 20, et il reste à 56 35 en hausse de 25 cent.

La banque de France a fléchi de 5 à 2,330 ; les anciennes obligations de la ville ont monté de 5 à 1,270. Les nouvelles obligations de 3 75 à 1,178 75. Les obligations de la Seine ont fléchi de 1 25 à 1,091 25. La Vieille-Montagne de 25 à 2,725.

Les actions du Nord ont monté de 1 25 à 441 25. Bordeaux de 5 à 410. Orléans de 5 à 760.

Nantes a fléchi de 3 75 à 292 50. Versailles (rive droite) de 2 50 à 210.

L'emprunt romain était à 78 ; l'ancien emprunt du Piémont à 975, le nouveau à 897 50, le 3 p. 0|0 espagnol à 35 1|2, la dette intérieure à 27 7|8.

Après la Bourse, 5 p. 0|0, 89 30 offert.

VALEURS FRANÇAISES.

AU COMPTANT.	1er cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Clôture précéd.
5 0|0 j. du 22 mars. .	89 15	89 30	89 15	89 25	89 15
4 1|2 0|0 j. du 22 mars.	» »	» »	» »	» »	79 50
4 0|0 j. du 22 mars. .	69 75	» »	» »	69 75	69 75
3 0|0 j. du 22 déc. . .	56 20	56 40	56 20	56 35	56 20
Action de la Banque.	2335 »	2335 »	2330 »	2330 »	2335 »
Obligations de la Ville	1092 50	» »	» »	1091 25	1092 50
4 canaux avec prime.	» »	» »	» »	» »	1093 50
4 can., Act. de jouis...	» »	» »	» »	» »	75 »
Bourgogne, j. d'avril.	» »	» »	» »	» »	950 »
Bourgogne, Act. de j.	57 50	» »	» »	57 50	57 50
Caisse hypothécaire..	» »	» »	» »	» »	135 »
Mine de la Grand'-Combe.	» »	» »	» »	» »	» »
Zinc Vieille-Montagne	2725 »	» »	» »	2725 »	2750 »

VALEURS ÉTRANGÈRES.

Récép. de Rothschild....	88 50	Belgique, Emp. 1840..	97 1|2
Emprunt romain.........	78 »	Belgique, Empr. 1842.	» »
Emprunt d'Haiti.........	190 »	Belgique, Trois 0|0......	» »
Espagne, dette active...	» »	Belgique, Banque(1835)	» »
Dette diff. sans intérêt..	» »	Deux 1|2 hollandais....	» »
Dette passive.............	» »	Empr. portugais 5 0|0..	» »
Trois 3 0|0 1841...........	35 1|2	Emprunt du Piémont..	897 50
D° Dette intérieure.......	27 7|8	Lots d'Autriche..........	» »

CHEMINS DE FER.	1er cours.	Dernier cours.	Clôture précédente
COMPTANT. Saint-Germain,	415 »	415 »	425 »
Versaille, R. D.	210 »	210 »	212 50
Versailles, R. G.	177 50	178 75	178 75
Paris à Orléans,	760 »	760 »	755 »
Paris à Rouen,	535 »	535 »	535 »
Rouen au Havre,	265 »	270 »	265 »
Avignon à Marseille,	» »	» »	225 »
Strasbourg à Bâle,	102 50	102 50	102 50
Du Centre,	312 50	312 50	312 50
Amiens à Boulogne,	» »	» »	170 »
Orléans à Bordeaux,	405 »	410 »	405 »
Du Nord,	441 25	441 25	440 »
Paris à Strasbourg,	352 50	352 50	352 50